



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 25 février 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLE, Adjoints, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, Mme FLORENTIN, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, M. LACOSTE à M. LIMINIANA

Etaient excusés:

M. VERDIER, M. RENAUD, Mme BERGEON

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LE TORRIELLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 22

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 3

**2 – CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS - CASERNEMENT - AUTORISATION DU
MAIRE À SIGNER**

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Par délibération du 19 mars 2013, le conseil municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer des conventions d'occupation du domaine public constitutive de droits réel avec comme caractéristiques principales une durée de 30 ans et redevance d'occupation du domaine public à 500 € / an pour les locaux de la Citadelle et notamment les casernements.

Dans le cadre de ce projet de « réouverture des volets », la ville de Blaye a été sollicitée par un porteur de projet, Mme SANCHEZ et M LEDUC, pour l'utilisation de 2 modules du casernement.

Cet espace, d'environ 80 m², serait dédié à une boutique de souvenirs :

- conception, création, réalisation et négoce d'objets,
- vente d'articles et d'objets touristiques et/ou de souvenirs, de cartes postales, de livres et d'articles textiles, de décoration et de maroquinerie.
- promotion, communication touristique; exploitation d'un site internet marchand ou non; formation.
- dépôt vente de tous produits artisanaux ou non, liés à la région Aquitaine.

Certaines notions de la convention sont :

- la durée envisagée est de 30 ans.
- le bénéficiaire sera chargé de la réalisation des travaux d'aménagement et d'équipement et de remise aux normes des espaces occupés suivant les prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France.
- le montant de la redevance est fixé à 1 000 € par an. Elle est limitée à 500 € pour la première année d'exploitation.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver ce projet de convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels.

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 25 février 2014 et a émis un avis favorable .

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme - Patrimoine Fortifié) s'est réunie le 20 février 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 18/03/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140304-10451-AU-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur FRANCIS RIMARK

